



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 16-17 avril 2020

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 23 janvier 2020	WFP/EB.1/2020/6-B/1*
Original: anglais	Questions opérationnelles
* <i>Nouvelle parution pour raisons techniques le 14 avril 2020</i>	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er juillet et le 31 décembre 2019)

1. Lors des consultations informelles organisées préalablement à la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant des plans stratégiques de pays (PSP) et des plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, y compris les révisions et les augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications s'appliquent aux cas suivants²:
 - a) la révision des opérations d'urgence limitées ou la révision liée à une situation d'urgence portant sur un PSP, un PSPP ou un PSPP de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO lorsque l'augmentation budgétaire correspondante est supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

² Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi), et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

M. G. Barrett
Chef de cabinet et Directeur
Bureau du Directeur exécutif
tél.: 066513-2009

M. R. Saravanamuttu
Conseiller principal pour les programmes
Unité d'appui à la gestion des opérations
tél.: 066513-2649

- b) la révision à la hausse d'un ou de plusieurs effets directs stratégiques d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T comprenant le renforcement de la résilience ou les causes profondes au nombre de leurs domaines d'action privilégiés, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil ou, en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif, ou 150 millions de dollars;
 - c) la révision des composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport concerne les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, à des PSPP et à des PSPP-T ainsi qu'à une opération d'urgence limitée approuvées entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2019, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 29 révisions ont été approuvées. Huit d'entre elles l'ont été sous l'autorité du Directeur exécutif et du Directeur général de la FAO et trois autres sous l'autorité du Directeur exécutif; sept l'ont été par des directeurs régionaux et onze par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués. Ces révisions représentent un coût total pour le PAM de 3 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La première révision du PSPP pour le Yémen (2019–2020)** vise à faire face à la détérioration de la situation humanitaire au Yémen, qui se caractérise par un conflit armé prolongé, des déplacements de population, la cherté des produits alimentaires et des perturbations au niveau des importations. L'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) menée en décembre 2018 a estimé à 20 millions le nombre de personnes risquant de souffrir d'une insécurité alimentaire grave au cas où l'assistance alimentaire assurée à des fins humanitaires ne se poursuivrait pas. La malnutrition touche 3 millions de personnes, dont 1,9 million d'enfants. Cette révision, aux fins de laquelle on a procédé à un ciblage au niveau communautaire et à l'enregistrement biométrique des bénéficiaires, vise essentiellement à transposer à bien plus grande échelle l'assistance alimentaire vitale assurée au titre de l'effet direct stratégique 1 pour subvenir aux besoins croissants des populations en situation d'insécurité alimentaire grave. Au titre de l'effet direct stratégique 2, l'assistance nutritionnelle sera renforcée pour mieux venir en aide aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes ou allaitantes. L'assistance est également renforcée au titre de l'effet direct stratégique 4 grâce à la prestation de services de transport aérien et de télécommunications d'urgence à l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire. La révision permet de venir en aide à 4 921 321 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 15 244 521, pour un coût total de 1,48 milliard de dollars.
6. **La quatrième révision du PSP pour le Liban (2018–2020)** répond aux besoins actuels des populations réfugiées en situation d'insécurité alimentaire à travers le pays et prévoit une modification du nombre de bénéficiaires compte tenu de l'ajout d'un ensemble de mesures d'assistance pour les réfugiés non syriens. Le Liban, qui compte 6 millions d'habitants,

accueille 1,5 million de réfugiés syriens, soit la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde. D'après une évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban menée en 2018, 34 pour cent des ménages de réfugiés syriens étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave. Une évaluation similaire de la vulnérabilité des réfugiés d'autres nationalités au Liban réalisée en 2017 a montré qu'environ 87 pour cent des 18 200 réfugiés non syriens et non palestiniens connaissaient une certaine insécurité alimentaire, modérée ou grave pour 15,4 pour cent d'entre eux. Cette révision élargit la portée de l'effet direct stratégique 1 en introduisant des transferts de type monétaire pour les réfugiés non syriens et non palestiniens, en prolongeant la durée de l'assistance alimentaire apportée aux réfugiés syriens et en doublant le nombre d'écoles qui fournissent des collations pour favoriser l'assiduité. La révision permet de venir en aide à 212 710 personnes supplémentaires, portant à 835 048 le nombre de bénéficiaires, pour un coût total de 364 millions de dollars.

7. **La troisième révision du PSPP pour la République centrafricaine (2018–2020)** permet d'apporter une assistance d'urgence aux populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par l'aggravation du conflit armé et des violences intercommunautaires. D'après le plan de réponse humanitaire de 2019, 2,9 millions de personnes avaient besoin d'une assistance humanitaire, et selon une évaluation nationale de la sécurité alimentaire menée en 2018, 50 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire. La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans reste élevée, à 37,7 pour cent. Face aux besoins humanitaires qui ne cessent de croître, cette révision contribue à renforcer les initiatives vitales menées au titre de l'effet direct stratégique 1, en augmentant les distributions de vivres et les transferts de type monétaire, et en amplifiant l'appui nutritionnel spécialisé apporté aux enfants âgés de 6 à 59 mois. Dans l'ensemble, la révision permet de venir en aide à 353 758 personnes supplémentaires, le nombre total révisé de bénéficiaires de l'opération s'établissant à 2 013 840, pour un coût total de 213 millions de dollars.
8. **La cinquième révision du PSP pour le Mozambique (2017–2021)** fait suite à la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays où, selon les estimations, 1,9 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave. La situation actuelle est principalement due aux effets dévastateurs des cyclones Idai et Kenneth, qui se sont abattus sur le pays respectivement en mars et en avril 2019, juste avant la récolte principale de 2019. Selon l'évaluation des besoins après une catastrophe publiée en juin 2019, le coût de la réparation et de la reconstruction de l'infrastructure et des autres biens matériels endommagés par les cyclones et les inondations associées s'établirait à 2,9 milliards de dollars. En outre, dans les provinces du sud, la sécheresse a réduit la production céréalière, aggravant la vulnérabilité. Conformément aux plans mis au point par le Gouvernement pour relever le pays après ces catastrophes, les activités prévues au titre de l'effet direct stratégique 2 seront amplifiées de manière à accroître l'appui apporté aux provinces touchées du centre, du nord et du sud du pays, en associant distributions de vivres et création d'actifs, l'objectif étant de renforcer les capacités productives des ménages. Les activités axées sur les repas scolaires, relevant de l'effet direct stratégique 3, seront accentuées pour appuyer l'enseignement primaire dans les régions touchées par les cyclones. Les capacités d'intervention du Gouvernement et des partenaires seront améliorées au titre de l'effet direct stratégique 7 en fournissant des services de transport aérien et de télécommunications d'urgence sûrs et fiables à l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire. Cette révision vise à venir en aide à 692 746 personnes supplémentaires, le nombre total révisé de bénéficiaires de l'opération s'établissant à 3 582 532, pour un coût total de 163 millions de dollars.

9. **La cinquième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017–2021)** vise à atténuer l'impact des précipitations de la saison des pluies 2018/19, qui ont été tardives et largement inférieures à la moyenne, en particulier dans les provinces du sud. Ces faibles précipitations ont entraîné des pénuries alimentaires, contraignant les ménages à adopter des stratégies de survie préjudiciables. D'après une évaluation rapide réalisée par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe et une analyse subséquente de l'IPC menée en janvier et en février 2019, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire pendant la période de soudure 2018/19 a atteint 5,3 millions, dont 2,9 millions (30 pour cent de la population rurale du Zimbabwe) nécessitaient d'urgence une assistance alimentaire. La crise économique qui sévit dans le pays a également aggravé l'insécurité alimentaire, réduisant le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables. Cette révision élargit la portée de l'effet direct stratégique 1 en prolongeant la période pendant laquelle sont assurés distributions de vivres et transferts de type monétaire; le nombre de bénéficiaires augmente en conséquence pour la période de soudure 2019/20. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM fournira une ration nutritionnelle de SuperCereal Plus aux enfants âgés de 6 à 59 mois pour prévenir la malnutrition aiguë pendant la période de soudure. La prestation de services assurée au titre de l'effet direct stratégique 6, notamment l'offre de services d'entreposage et de transport à l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire, sera également accrue. Cette révision augmente de 364 515 personnes le nombre de bénéficiaires, qui passe à un total de 1 982 565, pour un coût total de 156 millions de dollars.
10. **La troisième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019–2023)** appuie la transposition rapide à plus grande échelle de l'assistance d'urgence face à l'augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et touchées par le conflit au Burkina Faso. Les conditions de sécurité se détériorent rapidement dans le pays, et le nombre d'attaques violentes continue de croître à mesure que les groupes armés non étatiques intensifient leurs activités. D'après le Cadre harmonisé de mars 2019, 688 000 personnes avaient connu une insécurité alimentaire élevée pendant la période de soudure de juillet-septembre 2019. En l'espace d'une semaine en mai 2019, plus de 10 000 personnes ont été déplacées et, selon les projections du PAM, le nombre de personnes déplacées dans le pays pourrait atteindre 340 000 d'ici à la fin de l'année 2019. Compte tenu de la détérioration de la situation humanitaire, la révision vise à transposer à plus grande échelle les distributions de vivres et les transferts de type monétaire assurés au titre de l'effet direct stratégique 1 pour répondre à des besoins alimentaires et nutritionnels qui ne cessent de croître; à renforcer l'effet direct stratégique 6 en ajoutant un appui aux télécommunications d'urgence pour les partenaires; et à évaluer la nécessité de mettre en place des services aériens d'aide humanitaire pour remédier aux difficultés d'accès dans les zones où l'insécurité est forte. La révision doit permettre d'accroître de 717 000 personnes le nombre de bénéficiaires, pour le porter au total à 3 114 380, pour un coût total de 124 millions de dollars.
11. **La quatrième révision du PSP pour le Myanmar (2018–2022)** a pour but de faire face à des besoins alimentaires et nutritionnels plus importants que prévu dans l'État rakhine suite aux événements survenus le 25 août 2017, qui ont provoqué des déplacements massifs de population et une accentuation de l'insécurité alimentaire. Cette révision vise à élargir la portée de l'effet direct stratégique 1 en transposant à plus grande échelle les transferts de type monétaire dans la zone centrale de l'État rakhine, pour offrir aux résidents des camps un plus grand choix d'aliments adaptés à leurs besoins. La fourniture de repas chauds sera amplifiée dans les écoles bénéficiant de l'appui du PAM au titre de l'effet direct stratégique 2, et un appui nutritionnel spécialisé sera fourni aux patients atteints du VIH ou de la tuberculose au titre de l'effet direct stratégique 3. La révision permet de venir en aide à 50 600 personnes supplémentaires, le nombre révisé de bénéficiaires s'établissant à 2 806 400, pour un coût total de 88 millions de dollars.

12. **La deuxième révision du PSP pour le Cameroun (2018–2020)** vise à faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'extrême-nord, le nord-ouest et le sud-ouest du pays. Entre janvier et février 2019, des villages dans l'extrême-nord ont connu un afflux de 35 000 enfants, femmes et hommes provenant du Nigéria. Une évaluation rapide de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations d'urgence menée en janvier 2019 a révélé que dans le sud-ouest et le nord-ouest du pays, 1,5 million de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire. Cette révision augmente le nombre de bénéficiaires des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1 dans l'extrême-nord, le nord-ouest et le sud-ouest, qui comprennent des distributions de vivres associées à des transferts de type monétaire. L'appui nutritionnel spécialisé apporté au titre de l'effet direct stratégique 3 sera amplifié en vue d'améliorer les activités de prévention de la malnutrition et le traitement de la malnutrition aiguë modérée. Les activités de création d'actifs seront également renforcées dans l'est et dans l'extrême-nord du pays au titre de l'effet direct stratégique 2. Cette révision augmente de 365 749 personnes le nombre de bénéficiaires, le total révisé s'établissant à 990 729, pour un coût total de 87 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués

13. **La deuxième révision du PSPP pour la Somalie (2019–2021)** a pour but d'appuyer les mesures prises au niveau national en matière de protection sociale en vue de faire reculer la pauvreté et la vulnérabilité. Le système somalien de protection sociale, qui a été récemment approuvé, vise à mieux faire correspondre les objectifs humanitaires et les objectifs de développement ainsi qu'à réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire à court terme. Il est indispensable d'y parvenir, compte tenu de la fréquence des catastrophes dans le pays, comme la sécheresse en cours, qui touche 2,3 millions de personnes. En 2019, le Gouvernement somalien, la Banque mondiale et le PAM ont conclu un accord pour mener à bien un projet fondé sur le capital humain visant à mettre en place des filets de sécurité réactifs face aux chocs au profit des Somaliens vulnérables. La révision entraîne une augmentation du nombre de bénéficiaires des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 2 pour assurer au profit des ménages vulnérables touchés par la sécheresse des transferts de type monétaire en lien avec la nutrition, ce en vue de remédier aux déficits de consommation immédiats. Les activités relevant de l'effet direct stratégique 5 seront améliorées pour renforcer les capacités techniques du personnel du Ministère du travail et des affaires sociales et pour aider le Gouvernement dans le domaine de la conception de systèmes grâce à la mise en place d'une liste récapitulative des bénéficiaires pour le dispositif national de filets de sécurité. Cette révision prévoit d'aider 1 200 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 6 100 265, pour un coût total de 109 millions de dollars.
14. **La première révision du PSPP pour l'Éthiopie (2019–2020)** fait suite à l'aggravation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition due à la sécheresse et touchant 3 millions de personnes déplacées dans le pays et 5 autres millions de personnes. Conformément à ce qu'a demandé le Gouvernement, cette révision amplifie l'effet direct stratégique 5 pour permettre l'achat de 200 000 tonnes de blé sur le marché international, qui seront livrées sur trois grands sites où le Gouvernement met en œuvre ses opérations humanitaires. Le coût total de la révision s'élève à 76 millions de dollars.
15. **La deuxième révision de l'opération d'urgence limitée multipays (2019–2020)** prolonge l'opération en faveur des pays d'Amérique latine touchés par la situation au Venezuela jusqu'à la fin du mois de février 2020. Cette révision n'entraîne pas d'augmentation budgétaire ni de modification de la stratégie approuvée, du nombre de bénéficiaires ou des modalités d'assistance.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

16. **La première révision du PSP pour le Tchad (2019–2023)** répond à la nécessité d'intensifier les activités nationales de renforcement des capacités par l'intermédiaire de l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants conduite par le PAM. À la faveur de modifications apportées aux effets directs stratégiques 3 et 5, cette révision vise à appuyer la production locale d'aliments enrichis; à améliorer l'apprentissage en matière de nutrition dans les écoles primaires et secondaires; à promouvoir l'adoption de pratiques nutritionnelles saines au sein du grand public au moyen de campagnes nationales dans les médias; et à appuyer la création d'une formation universitaire diplômante relative à la nutrition. La portée de l'effet direct stratégique 6 sera amplifiée en vue d'accroître la fourniture de services liés à la chaîne d'approvisionnement, aux télécommunications d'urgence et à la logistique au profit de l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire et de développement. Le coût total de la révision s'élève à 33 millions de dollars.
17. **La quatrième révision du PSP pour l'Équateur (2017–2021)** vise à répondre aux besoins d'urgence des migrants vénézuéliens vivant en Équateur et de ceux qui continuent de franchir la frontière à la recherche de services essentiels et de possibilités de subsistance. Le Ministère équatorien des affaires étrangères a estimé que d'ici à la fin de l'année 2019, le nombre de Vénézuéliens vivant en Équateur atteindrait 500 000 personnes. Une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence menée par le PAM en 2019 a montré que 37 pour cent des ménages vénézuéliens vivant en Équateur étaient en situation d'extrême pauvreté, 57 pour cent d'entre eux connaissant une insécurité alimentaire grave ou modérée. Compte tenu des besoins qui ne cessent de croître, la révision renforcera les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1 et accentuera le soutien apporté aux migrants vénézuéliens et aux communautés d'accueil grâce à la remise mensuelle de bons-valeur et de bons d'alimentation destinés à atténuer les incidences de l'insécurité alimentaire. Cette révision permet de venir en aide à 306 433 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 817 151, pour un coût total de 20 millions de dollars.
18. **La cinquième révision du PSP pour l'Ouganda (2018–2022)** a été lancée à l'issue d'un exercice de re-vérification des réfugiés, réalisé conjointement en 2018 par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Cabinet du Premier Ministre, qui s'est traduit par une réduction du nombre de bénéficiaires du PAM et une uniformisation de la taille des rations pour tous les réfugiés. La révision prévoit également une augmentation notable des effectifs chargés des activités relevant de l'effet direct stratégique 1 à la suite de la mise en place de critères biométriques et de nouvelles procédures de collecte de l'assistance alimentaire par les bénéficiaires. L'effet direct stratégique 2 sera élargi afin que la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence puisse être adaptée au contexte ougandais et que soient élaborées des directives nationales en matière de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, l'objectif étant d'améliorer la qualité des activités de création et de remise en état d'actifs. L'assistance nutritionnelle sera revue au titre de l'effet direct stratégique 3 de manière à remplacer le SuperCereal par des suppléments nutritionnels prêts à consommer en vue de traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Le coût total de la révision s'élève à 19 millions de dollars.

19. **La deuxième révision du PSPP pour le Burundi (2018–2020)** vise à faire face à l'aggravation dans le pays de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. D'après une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée en 2019, 54 pour cent de la population souffraient de malnutrition chronique. En outre, en 2018, un afflux de réfugiés provenant de la République démocratique du Congo a accru le nombre de personnes vivant dans les quatre camps de réfugiés existant au Burundi, et accéléré l'ouverture d'un cinquième camp. Une mission d'évaluation conjointe menée dans les camps par le PAM et le HCR a fait apparaître une hausse de la malnutrition chez les réfugiés. Dans ce contexte, la révision permettra d'augmenter le nombre de réfugiés et de rapatriés devant bénéficier des activités relevant de l'effet direct stratégique 1 et de mettre en place la distribution de SuperCereal et des transferts de type monétaire. Au titre de l'effet direct stratégique 2, les initiatives axées sur le développement des capacités seront renforcées pour aider le Gouvernement à mettre en place un programme d'alimentation scolaire, et les activités relevant de l'effet direct stratégique 3 seront modifiées de manière à transposer à plus grande échelle l'appui nutritionnel apporté aux enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi qu'aux femmes enceintes ou allaitantes. Cette révision permettra de venir en aide à 374 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 197 840, pour un coût total de 14 millions de dollars.
20. **La quatrième révision du PSP pour la Namibie (2017–2022)** a pour but d'aider le Gouvernement à atténuer les effets que pourrait avoir la sécheresse en cours sur les gains considérables obtenus sur le plan du développement grâce aux investissements consacrés précédemment à la riposte au VIH en Namibie. Au titre de l'effet direct stratégique 3, cette révision permettra d'assurer des transferts de vivres au profit de bénéficiaires dans huit régions enregistrant la plus forte prévalence du VIH et de l'insécurité alimentaire, afin de maintenir, voire d'améliorer, le taux d'observance de la thérapie antirétrovirale pendant la sécheresse. Chaque bénéficiaire recevra du PAM un assortiment alimentaire composé de 222 grammes de farine de maïs, de 37 grammes de pois cassés et de 12 grammes d'huile végétale, soit 1 042 kilocalories par personne et par jour. Cette révision accroîtra le nombre de bénéficiaires de 304 908 personnes, le nombre révisé s'établissant à 379 340, pour un coût total de 10 millions de dollars.
21. **La septième révision du PSP pour la Colombie (2017–2021)** a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la Haute Guajira touchées par l'afflux de migrants vénézuéliens et celle des personnes victimes du conflit armé dans les départements de Chocó, de Caquetá, de Cauca, de Nariño et de Norte de Santander. À l'appui du Plan régional d'intervention relatif aux réfugiés et aux migrants, cette révision renforcera l'effet direct stratégique 2 en portant à sept le nombre de produits compris dans l'assortiment alimentaire destiné aux populations isolées de la Haute Guajira et en remplaçant les transferts de type monétaire par des distributions de vivres dans les départements touchés par le conflit armé. Cette révision permet de venir en aide à 60 510 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 218 770, pour un coût total de 1,7 million de dollars.
22. **La première révision du PSP pour la République dominicaine (2019–2023)** permet au PAM d'accroître l'assistance technique qu'il apporte au Gouvernement et à la Croix-Rouge dominicaine. Au titre de l'effet direct stratégique 3, la révision prévoit la rénovation d'un entrepôt de la Croix-Rouge dominicaine et la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer les capacités dans les domaines de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, des entrepôts et du transport, de l'alerte rapide, de la préparation aux situations d'urgence et de la protection sociale réactive face aux chocs. Le coût total du projet s'élève à 1,4 million de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

23. **La première révision du PSP pour le Bénin (2019–2023)** fait suite aux graves inondations survenues en septembre 2019, qui ont entraîné des pertes en vies humaines, ravagé les cultures et endommagé les moyens d'existence, les habitations et les principales infrastructures. Ces inondations ont entraîné des déplacements massifs de population, les rapports initiaux estimant à 318 000 le nombre de personnes directement touchées dans 22 municipalités sur 77. Le 29 octobre 2019, le Gouvernement a décrété l'état d'urgence national et demandé une aide humanitaire. Établie à la lumière d'une évaluation rapide multisectorielle conjointe, la révision prévoit un nouvel effet direct stratégique (effet direct stratégique 4) au titre duquel des vivres seront distribués aux populations touchées par la crise pendant une période initiale de trois mois. Des mesures de renforcement des capacités sont prévues au profit des partenaires nationaux en vue d'augmenter leurs moyens en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et l'appui nutritionnel comprendra une supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. Cette révision augmente de 40 000 personnes le nombre de bénéficiaires, qui s'établit au total à 1 018 869, pour un coût total de 8 millions de dollars.
24. **La première révision du PSP pour le Rwanda (2019–2023)** vise à renforcer la capacité du PAM à aider le Gouvernement à faire face aux chocs liés au climat, aux catastrophes naturelles et à une épidémie potentielle de la maladie à virus Ebola, apparue en République démocratique du Congo voisine. Les systèmes alimentaires rwandais sont fréquemment perturbés par des catastrophes naturelles. Selon une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée en 2018, 40 pour cent des ménages rwandais avaient été touchés par des chocs pendant les 12 mois ayant précédé l'enquête, le changement climatique accentuant considérablement le risque d'inondations, de glissements de terrain et de sécheresse. La révision étendra la portée de l'effet direct stratégique 1 afin que soient réalisés en temps opportun des distributions de vivres et des transferts de type monétaire en faveur des populations touchées par des chocs liés au climat; en cas d'épidémie de la maladie à virus Ebola, un appui alimentaire et nutritionnel sera fourni. La révision met en place un nouvel effet direct stratégique (effet direct stratégique 5) visant à fournir au Gouvernement et aux partenaires des services souples relatifs à la chaîne d'approvisionnement et les compétences spécialisées nécessaires pour pouvoir faire face à une crise. Elle permet de venir en aide à 20 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 470 241, pour un coût total de 8 millions de dollars.
25. **La troisième révision du PSP pour la Namibie (2017–2022)** a pour but d'apporter une assistance d'urgence aux populations vulnérables touchées par l'une des sécheresses les plus graves de ces 35 dernières années, qui a conduit le Gouvernement à décréter l'état d'urgence en mai 2019. Une grande partie du pays a enregistré des précipitations inférieures de 50 pour cent à la moyenne entre octobre 2018 et début avril 2019, limitant fortement les disponibilités en eau, entraînant des pertes de récoltes généralisées et affaiblissant, voire décimant, le bétail. La situation a été aggravée par des invasions de ravageurs comme les chenilles légionnaires d'automne, et des épidémies comme la fièvre aphteuse et l'hépatite E. D'après le bilan céréalier national pour 2018/2019, la Namibie aurait un déficit céréalier de 212 000 tonnes. Selon une analyse réalisée par le Comité namibien d'évaluation de la vulnérabilité, près de 290 000 personnes ont besoin de toute urgence d'une assistance humanitaire dans les 14 régions du pays. La révision a pour but d'étayer les efforts du Gouvernement en établissant un nouvel effet direct stratégique (effet direct stratégique 3) qui prévoit des distributions de vivres et, si possible, des transferts de type monétaire dans les deux régions le plus durement frappées par l'insécurité alimentaire:

- Kavango-Est et Kavango-Ouest. La révision permettra d'étendre l'assistance à 74 432 bénéficiaires, pour un coût total de 6 millions de dollars.
26. **La première révision du PSP pour la Gambie (2019–2021)** a pour but de compléter l'action menée par le Gouvernement pour faire face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le pays. La Gambie a connu une saison des pluies peu abondante en 2018, qui a eu de fortes répercussions sur la campagne agricole de 2018/19, réduisant la production céréalière de 57 pour cent. D'après une analyse du Cadre harmonisé effectuée en mars 2018, 450 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire et avaient besoin d'une assistance pour atténuer les graves pénuries alimentaires frappant les ménages et limiter le recours à des stratégies de survie préjudiciables. Face à cette situation, la révision prévoit d'augmenter le nombre de bénéficiaires des activités relevant de l'effet direct stratégique 1 et d'accroître les distributions de vivres pour répondre aux besoins sans cesse plus importants. Au titre de l'effet direct stratégique 2, la révision amplifie les activités de renforcement des capacités pour garantir un transfert plus efficace de la responsabilité du programme de repas scolaires; en outre, l'assistance technique apportée aux entités gouvernementales sera renforcée au titre de l'effet direct stratégique 3 pour appuyer l'enrichissement des céréales au profit des femmes enceintes ou allaitantes. Cette révision permet de venir en aide à 116 928 personnes supplémentaires, portant à 299 818 le nombre total de bénéficiaires, pour un coût total de 4 millions de dollars.
 27. **La quatrième révision du PSPP-T pour la Sierra Leone (2018–2019)** permet de continuer d'appuyer l'initiative gouvernementale en faveur d'un enseignement de qualité gratuit, qui a une incidence positive sur le taux de scolarisation dans le primaire. La révision augmente le nombre de bénéficiaires des repas scolaires dans les écoles ciblées au titre de l'effet direct stratégique 2 et élargit la portée de l'effet direct stratégique 5 pour faire en sorte que les services liés à la logistique et à la chaîne d'approvisionnement soient fournis aux partenaires de l'action humanitaire et du développement sur la base du principe du recouvrement intégral des coûts. La révision prévoit de venir en aide à 15 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 518 832, pour un coût total de 3 millions de dollars.
 28. **La troisième révision du PSP pour la Chine (2017–2021)** contribue à intensifier les initiatives que mène le PAM en Chine en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique, et amplifie les activités axées sur les partenariats et la mobilisation de ressources auprès du secteur privé et du Gouvernement. La révision fait du renforcement des capacités la principale modalité devant permettre de concrétiser les effets directs stratégiques visés par le PSP. La contribution du PAM aux objectifs de développement durable 2 et 17 est axée sur la mise en valeur des meilleures pratiques, l'objectif étant d'amener le Gouvernement à les adopter et à les transposer à plus grande échelle. La collaboration ayant été renforcée avec le Gouvernement, la révision prévoit la création d'un poste budgétaire pour les coûts de mise en œuvre existants mais non inscrits jusque-là au budget s'agissant des activités relevant des effets directs stratégiques 1, 2 et 3, pour un montant total de 900 000 dollars. Le PAM s'attachera également à élargir sa base de financement, y compris auprès du secteur privé et des particuliers. Pour tirer parti de ces efforts et les transposer à plus grande échelle, la révision prévoit d'amplifier l'effet direct stratégique 5 de manière à appuyer la mise en place de plateformes de mobilisation de fonds et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones touchées par la pauvreté qui sont ciblées, grâce aux ressources accrues provenant du secteur privé et aux partenariats public-privé. Le coût de la révision s'élève à 2,2 millions de dollars.
 29. **La troisième révision du PSP pour le Cameroun (2018–2020)** vise à appuyer les opérations humanitaires dans le pays, qui continue d'être touché par la crise dans le bassin du lac Tchad et par l'afflux de réfugiés provenant de la République centrafricaine. Dans cet environnement opérationnel à la fois complexe et instable, il est particulièrement difficile

d'apporter rapidement une assistance vitale aux populations touchées dans les zones ciblées. Face à cette situation, la révision renforce l'effet direct stratégique 6 pour prévoir la fourniture de services logistiques à la demande, s'agissant notamment du transport et de l'entreposage de produits alimentaires et d'articles non alimentaires, au profit du Gouvernement et de l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire. Son coût total s'élève à 1,5 million de dollars.

30. **La première révision du PSP pour Haïti (2019–2023)** a pour objet de faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité, qui a réduit l'accès humanitaire dans le pays. Les troubles civils les plus récents ont commencé en septembre 2019, provoqués par des pénuries de carburant, des prix élevés des produits alimentaires et une corruption généralisée. Cette situation ainsi que des événements similaires ont entravé les opérations du PAM et de ses partenaires, de sorte que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires a demandé au PAM d'assurer la prestation de certains services pour le compte de la communauté d'aide humanitaire. Cette révision prévoit l'activation de l'effet direct stratégique 7, pour fournir des services aériens d'aide humanitaire au Gouvernement et aux partenaires et améliorer la gestion de l'information et la coordination des activités parmi les acteurs de la logistique. Le coût total de la révision s'élève à 1,5 million de dollars.
31. **La quatrième révision du PSPP pour la République islamique d'Iran (2018–2020)** a pour but d'améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des réfugiés les plus vulnérables vivant dans des zones d'installation et de renforcer l'assistance d'urgence apportée dans le cadre de l'intervention d'urgence lancée à la suite des inondations. La vulnérabilité économique est un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire des réfugiés, qui se heurtent à des possibilités extrêmement limitées de trouver du travail, à la faiblesse des salaires et à des restrictions juridiques concernant les emplois déclarés. La révision renforcera l'assistance apportée aux réfugiés au titre de l'effet direct stratégique 1 sous la forme de distributions de vivres, et les femmes recevront des transferts de type monétaire pour faciliter et promouvoir les activités de subsistance. Le nombre de bénéficiaires des repas scolaires augmentera et ceux-ci recevront chaque jour du lait, des biscuits et des fruits à coque, l'objectif étant d'accroître les taux de scolarisation et de poursuite des études. Les distributions de vivres seront élargies de manière à appuyer les populations vulnérables dans le cadre de l'intervention d'urgence lancée à la suite des inondations. Cette révision permet de venir en aide à 13 300 personnes supplémentaires, portant à 92 100 le nombre total de bénéficiaires, pour un coût total de 1,2 million de dollars.
32. **La cinquième révision du PSPP-T pour la Sierra Leone (2018–2019)** prévoit un ajustement technique visant à corriger une erreur informatique mineure relative au nombre de bénéficiaires, et donc au budget, survenue dans le cadre de la quatrième révision du PSPP-T. Son coût total s'élève à 20 426 dollars.
33. **La première révision du PSP pour le Népal (2019–2023)** prévoit la modification du nombre de bénéficiaires et des ressources en vue de mettre en place des transferts de type monétaire pour améliorer l'efficacité d'un projet pilote de financement fondé sur les prévisions. La révision réduit le nombre de bénéficiaires pour tenir compte de ceux qui reçoivent une assistance pendant plus d'une année et/ou à la faveur de plusieurs modalités de transfert. Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 4 renforceront le financement fondé sur les prévisions et permettront au PAM de sauver des vies et de protéger les moyens d'existence au niveau communautaire grâce à la mise en œuvre de transferts de type monétaire avant la survenue de chocs. Le coût total de la révision s'élève à 11 763 dollars.

ANNEXE

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2019					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Yémen	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)	Intervention face à une crise	3 340 521 605	1 483 114 732	4 823 636 336
Liban	Plan stratégique de pays (2018–2020)	Intervention face à une crise	885 050 236	364 354 369	1 249 404 606
République centrafricaine	Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)	Intervention face à une crise	334 866 275	212 620 888	547 487 162
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise	365 332 159	162 970 277	528 302 436
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise	312 237 913	156 166 408	468 404 321
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	252 567 940	124 099 381	376 667 321
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	336 860 001	88 476 718	425 336 719
Cameroun	Plan stratégique de pays (2018–2020)	Intervention face à une crise	197 755 397	86 682 316	284 437 713

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2019					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
Somalie	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2021)	Renforcement de la résilience	1 175 155 803	108 548 930	1 283 704 733
Éthiopie	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2020)	Intervention face à une crise	871 337 120	75 970 833	947 307 953
Amérique latine	Opération d'urgence limitée multipays en faveur des pays d'Amérique latine touchés par la situation au Venezuela	Intervention face à une crise	49 986 831	-	49 986 831
Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Tchad	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 329 109 571	33 294 921	1 362 404 492
Équateur	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise	51 252 064	19 973 727	71 225 791
Ouganda	Plan stratégique de pays (2018–2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	1 246 347 303	19 467 587	1 265 814 889
Burundi	Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	162 621 569	13 918 170	176 539 738
Namibie	Plan stratégique de pays (2017–2022)	Intervention face à une crise	13 563 279	10 212 002	23 775 282
Colombie	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise	254 543 187	1 655 270	256 198 457
République dominicaine	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Renforcement de la résilience	10 174 911	1 431 267	11 606 178

PSP, PSPP et PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2019					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (<i>en dollars</i>)	Coût total pour le PAM (<i>en dollars</i>)	Coût total pour le PAM (<i>en dollars</i>)
Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Bénin	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	129 476 091	8 179 367	137 655 458
Rwanda	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	218 351 810	7 747 669	226 099 479
Namibie	Plan stratégique de pays (2017–2022)	Intervention face à une crise	7 258 555	6 304 724	13 563 279
Gambie	Plan stratégique de pays (2019–2021)	Renforcement de la résilience	25 650 581	3 978 155	29 628 736
Sierra Leone	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018–2019)	Causes profondes/renforcement de la résilience	40 949 885	2 976 803	43 926 688
Chine	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Causes profondes	29 017 652	2 236 500	31 254 152
Cameroun	Plan stratégique de pays (2018–2020)	Intervention face à une crise	284 437 713	1 488 939	285 926 653
Haiti	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Intervention face à une crise	199 155 529	1 471 812	200 627 341
République islamique d'Iran	Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)	Intervention face à une crise	18 621 543	1 224 745	19 846 288
Sierra Leone	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018–2019)	Intervention face à une crise	43 926 688	20 426	43 947 114
Népal	Plan stratégique de pays (2019–2023)	Renforcement de la résilience	125 807 010	11 763	125 818 773
Coût total des révisions pour le PAM: 2 998 598 699 dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition